

Il a également parlé de coupures de programmes proposées par des bureaucrates. Il a raison. Lorsque nous étions au gouvernement, ces gens ont proposé des coupures. Ils ont essayé au moins cinq fois en dix ans de sabrer un programme de logement social de ma circonscription. Mais au niveau politique nous avons dit non. J'ai pu maintenir ce programme dans ma circonscription en dépit de ce que proposaient les technocrates, qui ont parlé au ministre de vive voix à plusieurs reprises l'incitant à le supprimer. J'espère que certains députés conservateurs de l'arrière-ban feront comme moi. J'espère qu'ils iront dire à leurs ministres: «Cela va faire du tort à ma circonscription, cela va mettre des gens sur le pavé. Pourquoi ne pas faire marche arrière? Refusons de donner suite à cette proposition ridicule».

[Français]

M. le vice-président: L'honorable député de Mission-Port Moody (M. St. Germain) pose une question.

[Traduction]

M. St. Germain: C'est vraiment un grand jour, monsieur le Président. Le député de Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-Est (M. Allmand) appartenait jadis au NPD. Cela ne m'étonne pas, ni personne à la Chambre . . .

Une voix: Il en fait toujours partie.

M. St. Germain: Comme le fait remarquer le député, il fait toujours partie du NPD mais siège avec les libéraux. Ils collaborent ensemble depuis des années et je suppose que cela va continuer ainsi.

Je trouve cependant étonnant que le député intervienne à ce moment-ci pour contester notre façon de gouverner. Depuis le tout début de la campagne électorale, son chef et son parti n'ont pas cessé d'affirmer que nous ne promettons rien. Le voici maintenant qui déclare que nous avons fait 338 promesses. Nous allons réaliser nos 338 promesses, mais nous allons le faire graduellement et avec pragmatisme. Voilà comment nous allons gouverner le pays. Cela lui donnera évidemment un choc car il ne sait pas comment cela peut être possible.

Une voix: Il n'est pas de journée que vous ne brisiez une promesse.

M. St. Germain: Nous allons être fidèles à nos promesses. Mais les libéraux se sont battus avec tout le monde. Ils ont gouverné par voie de confrontation. C'est comme cela qu'ils ont gouverné, et ils ne peuvent comprendre comment on peut gouverner par voie de consultation et de conciliation.

Le député semble être bien informé et savoir exactement ce qui s'est passé sous le gouvernement précédent. Il a dit qu'il voulait juguler le déficit, qu'il voulait le réduire. Les libéraux l'ont promis en 1980, mais c'était tromper effrontément les Canadiens car, loin de diminuer, le déficit a augmenté. Que recommanderait-il maintenant? Le gouvernement actuel a effectué des ajustements dans un esprit humanitaire et compatissant en tenant compte avant tout des personnes. Le député doit manifestement avoir des recommandations à faire, sinon il ne serait sûrement pas intervenu. Dans quels domaines aurait-il effectué les compressions nécessaires pour juguler le déficit qui ruine le pays et fait grimper les taux d'intérêt?

L'Adresse—M. Allmand

M. Allmand: Monsieur le Président, j'ai un grand respect pour mon honorable collègue. Lui et moi, malgré nos divergences politiques, sommes bons amis. Je tiens cependant à le reprendre sur sa première observation. Je n'ai jamais été membre du NPD, mais je l'ai été du parti CCF. J'ai cessé de l'être lorsqu'il est devenu le NPD car alors je ne pouvais épouser sa nouvelle idéologie. J'ai trouvé qu'il y avait davantage pour me satisfaire dans le parti libéral que dans le NPD.

Le député a parlé des 338 promesses. Il a dit qu'elles seraient honorées en temps opportun. J'espère que nous ne retiendrons pas notre souffle. En fait, si je les lui ai signalées, c'est que je voulais que son gouvernement nous les rappelle toutes. Il y en a de bonnes et il y en a de moins bonnes. J'y ai fait allusion parce qu'elles touchent à la crédibilité de son parti. Celui-ci a fait 338 promesses qui, de son propre aveu, coûteraient quatre milliards de dollars à réaliser. Les conservateurs ont aussi dit au cours de la campagne électorale que le déficit devait être ramené à 36 milliards de dollars, puis ils ont dit qu'ils ne pouvaient pas tenir leurs promesses parce que les coffres étaient vides et autres choses du genre.

Quant à la confrontation, disons qu'il y en a eu au cours des cinq ou dix dernières années. Toutefois, nous devons nous rappeler qu'au Québec le gouvernement élu avait pour but explicite de diviser le pays. Cela devait mener à la confrontation. Nous ne pouvions absolument pas accepter cela. Lorsque d'autres provinces ont voulu diminuer le pouvoir fédéral, nous ne pouvions absolument pas accepter cela. Ce n'est pas le gouvernement fédéral qui a provoqué cette confrontation. Ce n'est pas nous qui avons proposé un référendum sur la souveraineté-association, mais bien le gouvernement péquiste du Québec. Nous nous y sommes opposés. Nous l'avons combattu et nous la combattons toujours.

Le budget du printemps dernier prévoyait un programme de réduction du déficit. Il visait d'abord à éliminer le gaspillage et les doubles emplois, et non pas des programmes entiers s'ils étaient bons. Nous voulions aussi—et c'est un but que se sont aussi fixé le député et son gouvernement—arriver à réduire le taux de chômage. Nous croyons dans la création directe d'emplois et non seulement dans le rôle du secteur privé à cet égard. Il fallait faire quelque chose pour atténuer le chômage parce que si le déficit s'est tant accru ces dernières années, c'est surtout—comme le constatera le député s'il consulte les chiffres—à cause du fardeau que constituaient pour l'économie le régime d'assurance-chômage et les programmes de création d'emplois. Si nous arrivons à stimuler l'économie au point de voir le chômage diminuer et la situation de l'emploi s'améliorer, cela réduira d'autant les dépenses du gouvernement et accroîtra ses recettes surtout en impôt sur le revenu.

Nous ne croyons pas que la principale cause du manque de confiance des investisseurs réside dans la taille du déficit. Au Japon, le déficit représente un pourcentage plus élevé du produit national brut et, pourtant, le taux de chômage n'y est que de 2 ou 3 p. 100, tout comme l'inflation. La véritable cause du manque de confiance des entreprises est tout autre. Ce manque de confiance est dû en partie à des problèmes d'ordre national et international, et non aux quelques programmes qui ont été supprimés l'autre soir.